

N° 8115

DERRIÈRE LA CRISE :
LA TENDANCE À LA BAISSÉ
DU TAUX DE PROFIT

L'apport de quelques travaux français récents

Alain LIPIETZ

ECONOMETRIC SOCIETY

SUMMER MEETING 1981

SAN DIEGO June 24/27

DERRIERE LA CRISE :

LA TENDANCE A LA BAISSSE

DU TAUX DE PROFIT

L'apport de quelques travaux français récents

Dans un article récent, J. WEEKS (1979) écrivait : "Pendant des décades, la théorie de la sous-consommation a dominé la pensée des marxistes américains, mais, bien qu'elle ait encore des partisans, le renouveau de l'intérêt pour l'oeuvre de Marx a affaibli son attrait idéologique, au fur et à mesure qu'une nouvelle génération de marxistes redécouvrait la critique de cette position chez Engels, Lénine et autres. Comme le sous-consommationnisme s'évanouissait, les théories du "profit-squeeze" (étranglement des profits) se répandaient. Cette hypothèse -que les montées des salaires résultent en chute des profits- est généralement considérée comme "en avance" sur le sous-consommationnisme en ce qu'elle braque le projecteur sur la "lutte des classes"."

Il ne saurait être question dans ce texte d'entrer dans le détail d'un débat qui occupe de fait assez largement la littérature de langue anglaise (incluant, outre les contributions d'auteurs Américains, celles d'auteurs Anglais, mais aussi Belges ou Japonais (1)), mais de présenter quelques contributions françaises au débat sur la crise actuelle, et d'abord de "ressusciter" un absent dont P. VAN PARIJS (1980) a cru pouvoir proposer "l'oraison funèbre" : la thèse de la *baisse tendancielle du taux de profit*, rapportée, non à la baisse du taux d'exploitation (comme dans les théories du "profit squeeze") mais à la *hausse de la composition du capital*.

Soulignons d'emblée que nous ne pensons pas que le jeu d'une "tendance" puisse suffire à "expliquer" une crise. Une crise, et surtout une "grande crise" comme celle des années 1930 ou la crise actuelle, doit être analysée concrètement, chaque fois dans son originalité. Nous n'avons donc pas l'intention de présenter une "théorie générale des crises fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit". Nous voulons simplement :

- I Rappeller quel statut et quelle forme Marx donnait lui-même à la tendance en question, et notamment que la "lutte des classes" est déjà au coeur de la question... mais une lutte des classes au sein du procès du travail.
- II Critiquer les soi-disant démonstrations mathématiques de "l'inviabilité" de cette tendance.
- III Enoncer l'hypothèse que la croissance de l'Après-Guerre correspond à une période où non seulement les "contretendances" énoncées par Marx ont exactement contrebalancé la "tendance", mais encore l'ont fait de telle façon que les risques de crise de sous-consommation ont été minimisés.
- IV Evoquer quelques travaux empiriques confirmant cette hypothèse et du même coup désignant, à l'origine de la crise, l'affaiblissement de certaines contretendances.
- V En conclusion, poser le problème du passage de la tendance (latente) à la crise (ouverte), en indiquant des pistes de recherche.

I - CE QUE MARX A VRAIMENT DIT

L'exposé le plus systématique, chez Marx, non pas de la "forme-crise" (2), mais des *causes* des crises capitalistes, se trouve dans la section III du Livre III du *Capital*. Elle comprend trois chapitres, correspondant à trois niveaux de concrétisation.

- Le chapitre 13 (*Nature de la loi*) énonce et démontre la loi en la rapportant à l'essence du capitalisme, à ses rapports intimes.
- Le chapitre 14 (*Causes qui contrecarrent la loi*) montre pourquoi ces tendances ne se manifestent pas à chaque instant dans le "temps du calendrier".
- Le chapitre 15 (*Développement des contradictions internes de la loi*) expose les conséquences du jeu de ces tendances et contretendances, débouchant ainsi sur *plusieurs* modèles de crise. C'est à cette source que vont aussi bien puiser les tenants du "sous-consommationnisme" que du "profit squeeze".

Dans cette section, nous nous en tiendrons essentiellement au premier niveau (3).

1. Le raisonnement de la vulgate marxiste et sa critique

Une lecture rapide du livre III amène à présenter les choses de la façon suivante. Soient σ le "taux de profit en valeur", C, V, PL les masses du capital constant, variable et de plus

a) On peut écrire :

$$\sigma = \frac{PL}{C + V} = \frac{PL/V}{1 + C/V}$$

Donc, si C/V augmente, σ baisse. Bien sûr, PL/V augmentera mais disons que finalement c'est C/V qui l'emportera ("tendancielle", c'est-à-dire en gros, à vue de nez, l'un dans l'autre, etc.).

b) Or le "progrès technique" fait augmenter C/V. Pourquoi ? Parce que le progrès technique exige plus de machines. Donc la composition technique augmente. Bien sûr, la valeur de chaque machine peut baisser (avec les gains de productivité). Mais disons que finalement la hausse du volume des machines l'emportera sur la baisse de leur valeur spécifique. Donc la composition-valeur augmentera ("tendancielle", c'est-à-dire en gros, etc.).

c) Conclusion : le taux de profit mesuré par σ baissera tendancielle. Bien sûr, le taux de profit n'est pas tout à fait σ , le temps de rotation du capital peut varier... Mais tendancielle (c'est-à-dire en gros, etc.) le taux de profit baissera.

Deux prémisses boiteuses : une conclusion fragile. Choeur des critiques : la vérité des prémisses est en fait indéterminée. On ne peut démontrer ni que la hausse de C/V entraîne la baisse de σ ni la hausse elle-même de C/V. Conclusion : le mouvement du taux de profit est totalement indéterminé.

Nous avons ici le parfait exemple de la capitulation de la raison que représente souvent la formalisation mathématique. Comprendre une loi tendancielle, ce n'est pas faire de l'analyse mathématique. Même si on peut poser, à titre de jalons, des symboles mathématiques pour fixer des moments de la réflexion, l'essentiel reste la compréhension des rapports (ici économiques) que l'on désigne.

Il s'agit donc de comprendre ce dont on parle : la tendance n'exprime alors plus rien d'autre que l'essence de la chose, développée dans son existence temporelle.

Nous allons démontrer qu'en fait, si on comprend bien le sens des mots, le premier point est effectivement un théorème mathématique, tandis que le second n'est que l'expression mathématique de la position d'un des concepts qui fonde la théorie critique du mode de production : la séparation des producteurs et des moyens de production.

2. La hausse de la composition organique entraîne la baisse du taux de profit

L'indétermination dénoncée par les critiques (et parfois admise par Marx) du mouvement du taux de profit tient à l'absence de lien mathématique précis entre le mouvement de C/V et celui de PL/V . Or ces deux mouvements sont liés dans la réalité. Donc on ne peut faire abstraction de l'un quand on fait varier l'autre. Alors ?

Alors Marx n'en fait pas abstraction, mais il transcrit mal, algébriquement, les mouvements étudiés. Son raisonnement littéraire est correct, ses notations défectueuses.

Quand Marx, au livre III, note C/V la composition organique, il fait abstraction du mouvement de V lié à une simple variation de la valeur de la force de travail. Ce n'est pas qu'il l'ignore, mais par V il veut désigner autre chose : il veut désigner le travail vivant mis en mouvement (et qui se déduit de V moyennant le taux d'exploitation).

C'est que Marx fait jouer à V un double rôle : tantôt c'est bien la valeur de la force de travail ; tantôt c'est seulement l'indice de la quantité de travail fournie, commandée par le salaire. On peut faire des réserves sur la légitimité du procédé (nous en dirons un mot). On ne peut reprocher à Marx de ne pas nous avoir prévenus. Car il attire à plusieurs reprises notre attention sur ce point essentiel :

"Il faut faire ici une différence essentielle entre le capital variable dépensé en salaire en tant que sa valeur, c'est-à-dire la somme des salaires, représente une certaine quantité de travail matérialisé, et ce même capital en tant que sa valeur est le simple indice de la masse de travail vivant qu'il met en mouvement." (K, V, 164) (4).

C'est cet "indice" que Marx utilise dans le livre III pour désigner la "masse de travail vivant" mise en rapport avec le capital constant, c'est-à-dire dans le ratio appelé "composition organique du capital".

"Ce rapport repose sur une base technique et doit être considéré comme donné pour un degré déterminé du développement de la force productive. (...) Un nombre donné d'ouvriers correspond à une quantité donnée de moyens de production et par conséquent une quantité donnée de travail vivant correspond à une quantité donnée de travail matérialisé déjà dans les moyens de production." (K, VI, 162).

C'est exactement la définition du livre I : la composition-valeur du capital, "pour autant qu'elle dépend de sa composition technique" (K, I, 443). Or il est clair que le choix de "l'indice" V pour désigner la quantité de travail vivant est alors inopportune. En effet, V est relié à la quantité de travail vivant par une double médiation : la valeur de la force de travail et ce que nous avons appelé le "tenseur d'exploitation" (intégrant l'intensité et la durée du travail), l'ensemble composant le taux d'exploitation (LIPIETZ (1981)).

Il est beaucoup plus raisonnable de désigner la quantité de travail vivant non par son "indice", mais par sa mesure $V + PL$. Pourquoi Marx ne le fait-il pas ? Parce qu'au niveau du livre III il est passé dans le domaine de l'économie "fétiche", celui des prix et des revenus. Le "taux de profit" appartient à ce domaine.

Mais ce "royaume enchanté" est lui-même subordonné aux "relations internes" qui, dans le système des valeurs, expriment les tendances fondamentales du mode de production (HAUSMANN et LIPIETZ (1980)). Il s'agit donc de passer de l'hypothèse "Tendance à la hausse de la composition organique", mesurée par $C/V + PL$ dans le système des valeurs, à la conclusion : "Tendance à la baisse du taux de profit".

Dans le cas de l'absence de capital fixe, la démonstration tient en deux temps.

- a) La hausse de la composition organique de chaque branche entraîne la baisse du "rendement en valeur" des capitaux qui y sont engagés.

(Nous utilisons ce terme de préférence à l'ambigüe "taux de profit en prix").

Démonstration :

En remarquant qu'on peut écrire

$$\sigma = \frac{PL}{C + V} = \frac{PL/V + PL}{(C/V + PL) + (V/V + PL)} = \frac{\epsilon}{k + 1 - \epsilon}$$

et que d'autre part le taux de partage $\epsilon = \frac{PL}{V + PL}$ est strictement compris en 0 et 1 (il croît de 0 à 1 à mesure qu'augmente la plus-value relative), on voit que σ est compris entre 0 (quand le surtravail est nul, et $\epsilon = 0$) et $\frac{1}{k}$ (quand le travail nécessaire est nul, et $\epsilon = 1$). Quant k croît, σ est donc astreint (quelle que soit la hausse de la plus-value relative, repérée par ϵ) à rester dans un voisinage de plus en plus proche de 0. C'est très exactement l'expression mathématique de la proposition "le taux de profit tend vers 0 avec la hausse de la composition organique". La démonstration est, on le voit assez, triviale. Elle clarifie pourtant le débat sur le "poids causal" de la composition organique dans l'évolution du taux de profit. En effet, mathématiquement, si on considère $PL/C + V$ comme une fonction des deux variables k et ϵ , on peut parler de "convergence uniforme vers 0" :

$$\forall h \quad \exists H : \forall \epsilon \quad k > H \Rightarrow \sigma < h$$

Alors que, si on prend (indûment) $k' = C/V$ comme mesure de la composition organique, on a seulement la convergence simple :

$$\forall \epsilon \quad \forall h \quad \exists H' : k' > H' \Rightarrow \sigma < h$$

- b) La hausse générale de la composition organique entraîne la baisse du taux de profit général

Démonstration :

Il est aisé de calculer que le rendement général "en valeur" (c'est-à-dire le rapport de la plus-value globale à la valeur du capital avancé) est la moyenne harmonique (inverse de la somme des inverses), pondérée par la répartition du travail vivant entre les branches, des rendements en valeur des capitaux de ces branches.

Or le taux de profit réel (en prix) est le rendement en valeur pour une structure particulière du produit brut (celle que Morishima appelle "rayon de Marx-Von Neumann"). Par conséquent, la baisse générale du "taux de profit en valeur" des branches entraîne la baisse du taux général de profit (en prix) (5).

3. La tendance à la croissance de la composition

La "loi de la baisse tendancielle du taux de profit" n'est donc que la "transformée" mathématique, dans le système des prix et des revenus, de la "loi de la hausse tendancielle de la composition organique", telle qu'elle est énoncée dans le livre I du *Capital*, (en particulier dans la section IV et le chapitre XXV).

Celle-ci, en revanche, ne se "démontre" pas. Elle exprime, dans le système des valeurs, une tendance fondamentale du mode de production capitaliste : la *séparation croissante des producteurs et des moyens de production*, au niveau des forces productives, ou plus exactement au niveau du rapport de "dépossession" (BETTELHEIM (1970)) dont le procès du travail est le siège.

Comme l'ont montré en effet ALTHUSSER et BALIBAR (1965), les "forces productives" ne sont pas "neutres" par rapport aux rapports sociaux. Au contraire, la forme de coopération entre les hommes dans l'appropriation de la nature est elle-même un rapport social. Or le capitalisme se caractérise par un développement de la coopération *sous la domination du capital*. La "domination réelle" (MARX (1971)) du *Capital* s'exerce à travers un bouleversement du procès de travail fondé sur la dissociation du travail ouvrier entre son versant intellectuel et son versant manuel, et "l'incorporation" du savoir faire intellectuel dans le système automatique de machines.

"Les moyens de production n'ont plus pour fonction que d'aspirer en eux la plus grande quantité possible de travail vivant, et le travail vivant n'est plus qu'un moyen de valoriser les valeurs existantes, autrement dit de les capitaliser. Pour cette raison encore, les moyens de production apparaissent éminemment au travail vivant comme l'existence même du capital et, à ce stade, comme domination du travail passé et mort sur le travail présent et vivant.

La domination du capitaliste sur l'ouvrier est, en conséquence, domination de la chose sur l'homme, du travail mort sur le travail vivant, du produit sur le producteur, car les marchandises, qui deviennent des moyens de domination (en fait uniquement sur l'ouvrier), ne sont elles-mêmes que les résultats du procès de production, ses produits (...) Tel est le procès de l'aliénation du travail." (6).

La thèse posée par Marx dans le Livre I du *Capital* est que cette domination qualitative se reflète *quantitativement* dans le "poids du travail mort par rapport au travail vivant".

Autrement dit, le développement de la coopération sociale prend la forme d'une séparation croissante entre le travail "passé", matérialisé, et le travail vivant, avec croissance de la part du premier (qui exprime la domination capitaliste) par rapport au second. Ce ratio s'exprime exactement, dans le système des valeurs, par $C/V + PL$. Le développement du caractère capitaliste des forces productives s'exprime par la hausse de ce rapport, donc par la baisse du taux de profit (7). Ce qui permet à Marx de conclure :

"La tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail". (K., VI, 227).

4. Quelques remarques

1. Le point essentiel réside dans le contraste entre le caractère "hy-po-thético-déductif" de la démonstration de la baisse tendancielle du taux de profit, et le caractère conceptuel de la hausse de la composition organique. Marx ne la démontre pas : il la *pose* comme expression d'une des relations fondamentales du capitalisme, se déployant dans la succession des stades "manufacture-grande industrie-automation". Cette relation constitue une "lutte des classes dans la production" (MAGALINE (1975)) dont l'enjeu est le contrôle du procès du travail, et donc de la production de plus-value relative, contrôle dont l'artisan puis l'ouvrier de métier sont initialement dépositaires.

2. On peut être en désaccord avec la thèse de Marx. Elle ne doit pas faire l'objet d'une discussion mathématique, puisqu'elle est une thèse, et non une conclusion. Elle doit être jugée pour sa pertinence dans l'analyse de la réalité. A la suite des premiers travaux de l'école althurésienne, et en liaison avec l'apport du filon "opéraïste" italien (Tronti, Negri), et d'auteurs américains (Marglin, Braverman), toute une série de travaux se sont développés en France selon cette ligne, soit dans le domaine de la sociologie du travail (CORIAT (1979), FREYSSENET (1977), etc.), soit dans le domaine des vérifications empiriques (Ainsi, A. AZOUVI (1977) a pu vérifier sur les grandes entreprises françaises que, plus la part du capital fixe est grande, plus est faible la part des ouvriers dans les salariés, plus est faible la qualification des ouvriers).

Analysant la crise actuelle, toute une école d'économistes marxistes a placé au coeur de leur réflexion l'analyse de cette tendance de l'accumulation capitaliste et de ses "contre-tendances" (sur lesquelles nous revenons plus loin). Nous citerons entre autres AGLIETTA (1976), BERTRAND (1979), BILLAUDOT (1976), GRANOU (1979), et les travaux du C.E.P.R.E.M.A.P. (1977) dont sont issus, BOYER, MISTRAL (1978) et LIPIETZ (1979a). Ces travaux ont en effet amené à identifier la période d'accumulation qu'ont connue les métropoles capitalistes depuis les années 50 comme une période d'accumulation "intensive" caractérisée précisément par l'intensité du bouleversement du procès du travail, avec incorporation particulièrement rapide du savoir faire social dans le "système automatique de machine". En hommage à A. GRAMSCI qui en avait reconnu avant-guerre le prototype dans la pratique d'Henry Ford I, ce modèle d'accumulation est appelé "fordisme".

3. Cependant, il y a loin de l'analyse en terme de tendance à la vérification concrète, sur une période de temps considérée, de la hausse de la composition organique et de la baisse du taux de profit. Nous avons chemin faisant évoqué deux "contre-tendances" possibles (selon les termes de Marx) : une hausse de taux d'exploitation ou de "partage" peut dans chaque branche contrarier temporairement la baisse du taux de profit en valeur, et une modification de la pondération entre branches de compositions organiques différentes peut contrarier la baisse du taux de profit général.

4. En ce qui concerne la composition organique C/V + PL elle-même, Marx (dans le livre I) décompose son mouvement en deux temps : hausse de la composition technique, changements dans la valeur du capital constant. La résultante de ces deux mouvements est indéterminée : il faut bel et bien *poser* la tendance à la hausse de la composition organique, et non chercher à la démontrer à partir de la hausse de la composition technique. Celle-ci serait d'ailleurs difficile à définir, faute de méthode correcte d'aggrégation "en volume". Nous verrons comment les statisticiens s'en accommodent néanmoins. Mais cette décomposition nous fait entrevoir une nouvelle "contre-tendance" : la hausse de la productivité, dans la section productrice des biens de production, qui peut être plus rapide que celle de la composition technique des industries clientes.

C'est l'analyse concrète de ces différents mouvements qui permet de repérer la réalisation ou l'inhibition de la tendance, en particulier à l'époque

du "fordisme". Mais avant de poursuivre dans cette direction, il faut répondre à un "argument dévastateur" (selon P. VAN PARIJS) : le Théorème d'Okishio.

II - LA "VIABILITE" DE L'ACCUMULATION INTENSIVE

Le bouleversement des forces productives, dans le sens d'une croissance de la "part du travail mort", qui caractérise ce que Marx appelle "l'accumulation intensive", se heurterait, paraît-il, à certaines limites. Limites ainsi disposées qu'elles interdiraient aux changements de la composition technique... d'entraîner la baisse du taux de profit. C'est ce que démontrerait le théorème d'OKISHIO (1961), pratiquement inconnu en France (8) mais qui donne lieu dans la littérature anglo-saxonne à de vifs débats, ponctués par l'"oecumenical reply" de SAMUELSON (1972) et l'"obituary" de VAN PARIJS (1980).

1. Validité mathématique du théorème d'Okishio (9)

Le théorème d'Okishio repose sur trois hypothèses.

a) Il est possible de décomposer l'économie en branches, de telle façon qu'on puisse mesurer le volume de la production de ces branches et dresser en volume la matrice technique input-output. Tout changement technique s'exprime par une modification quantitative des coefficients de cette matrice.

b) La consommation ouvrière est un panier de biens invariables, que doit pouvoir acheter exactement le salaire.

c) Le changement technique résulte exclusivement de la concurrence intercapitaliste. Une nouvelle combinaison productive ne sera introduite par un capitaliste particulier que si elle abaisse son coût de revient au prix courant, ce prix courant étant défini par le système des coûts de production de la technologie initiale. C'est ce que P.A. SAMUELSON appelle "changement technique viable".

La conclusion est la suivante. Quand les prix se sont rétablis sur le système de prix de production définis par la nouvelle technique et le même panier de biens salariaux, le nouveau taux de profit est supérieur ou égal à l'ancien.

Donc l'accumulation intensive "viable" serait astreinte à certaines limites... qui interdiraient la baisse du taux de profit.

2. Limites économiques du théorème

Elles sont clairement mises en lumière par l'énoncé des hypothèses.

Nous ne chicannerons pas la première hypothèse, malgré son caractère "héroïque" : les "nouvelles" machines ne sont jamais les anciennes machines en plus gros. Nous ne chercherons pas non plus à modifier, avec A. SHAIKH (1978), (1980) (auquel ont d'ailleurs répondu correctement ROEMER (1979) et VAN PARIJS (1981)), les spécifications de la "viabilité" du changement technique en introduisant le coût du capital fixe et du crédit. Notre critique sera plus profonde et portera sur les deux autres hypothèses : la stabilité de la norme de consommation ouvrière et le principe même de la condition de viabilité.

D'abord la stabilité du salaire réel. Rosa Luxemburg (et même Engels) avaient déjà fait observer que la stabilité du salaire réel rendait "non compétitif", dans le cadre de la concurrence intercapitaliste, tout un ensemble de changements techniques augmentant la productivité et diminuant la part du travail vivant. Ce sont évidemment des changements techniques "non-viables" dont Okishio montre qu'en outre leur impossibilité entraîne celle de la baisse du taux de profit

Comme l'a montré J. ROEMER (1977), ces changements techniques "progressive, capital-using, labor-saving" deviennent "viables" pour les hausses convenables du salaire réel. Le résultat d'Okishio est donc suspendu à une hypothèse totalement irréaliste. De fait, la lutte des classes (cette fois *dans la distribution*) suffit à faire "sauter" la barrière d'Okishio. Les hausses du pouvoir d'achat réel, en autorisant l'introduction de techniques "progressives" qui réduiront ultérieurement la valeur du panier de biens-salaires, peuvent d'ailleurs fort bien s'accompagner d'une hausse du taux d'exploitation (10).

Mais il y a plus. C'est la conception même des déterminants du changement technique qui doit être remise en question. Pour Marx (et pour les entrepreneurs (11)), la raison déterminante du changement technique *n'est pas* la concurrence avec les autres entrepreneurs, mais la lutte qui les oppose à leurs propres ouvriers, pour le contrôle du procès de travail, des qualifications etc. La concurrence intercapitaliste ne peut que sanctionner les capitalistes privés qui ne joueraient pas clairement leur rôle dans la lutte des classes. Pour reprendre le mot de Marx, "la concurrence *exécute* les lois immanentes du capitalisme", elle ne les dicte pas (12). D'où l'erreur de ceux qui pronostiquaient, dans les années 50, que la monopolisation de la production conduirait au malthusianisme. Or, l'expérience de "l'Age d'or" capitaliste de l'Après-Guerre a prouvé précisément le contraire.

Allons plus loin. Ces hausses sans précédent de la productivité qu'ont connues les principaux pays capitalistes n'auraient jamais pu se poursuivre pendant plus de vingt ans si justement elles ne s'étaient accompagnées d'une progression parallèle du pouvoir d'achat réel, comme l'avait déjà souhaité H. FORD I (1930) (ce qui est la seconde raison pour laquelle Gramsci et les marxistes français dont nous avons parlé ont choisi d'appeler "fordisme" ce régime d'accumulation!)

En effet, si la consommation ouvrière réelle reste rigoureusement stable, les changements techniques "viables" (au sens de SAMUELSON) seront purement et simplement "irréalisables" (au sens de MARX), c'est-à-dire que les marchandises qu'ils permettraient de produire ne seront pas réalisées en argent.

Prenons en effet un schéma de reproduction élargi quelconque, caractérisé par la matrice technique, des fonctions de consommation des ouvriers et des capitalistes, et des normes d'accumulation des entreprises. Il en résulte un système de prix, un taux de croissance, une répartition du capital entre les branches (LIPIETZ (1979b)). Supposons un entrepreneur qui introduit un changement technique "viable". S'il diminue ses achats d'input et maintient ses output, la demande qui figure "à droite" dans les équations des schémas de reproduction "en prix courant" devient insuffisante pour une production maintenue. S'il maintient ses achats, et augmente ses output, il en est de même. Pour "réaliser" une production fabriquée dans des conditions moins contenues, il faut :

- ou bien que l'entreprise modifie ses parts d'un marché donné comme exogènement stable,
- ou bien une extension du marché.

Marx, dans son chapitre sur la plus value relative (livre I, chap. 12), envisage le premier mécanisme, qui correspondait effectivement à la pratique de la "régulation concurrentielle" prévalant au XIX^e siècle. L'entreprise plus performante *baisse* ses prix. Ce faisant, elle conquiert des parts de marché. Mais aussi (du moins, si elle produit pour la Section II, ce qui est le cas envisagé par Marx), elle *augmente*, au moins provisoirement, le pouvoir d'achat ouvrier (à salaire constant).

L'étude du CEPREMAP (1977) a mis à jour un autre mécanisme, dit de "régulation monopoliste". L'entreprise maintient ses prix... mais pratique elle-même une hausse du salaire nominal, comptant sur la concurrence dans le marché du travail, ou sur d'autres mécanismes institutionnels, que les autres entreprises fassent de même. On montre facilement (LIPIETZ (1979a)) qu'alors, d'une part le pouvoir d'achat ouvrier progresse, mais que la plus-value relative peut finalement augmenter également.

Ce mécanisme de "régulation monopoliste" apparaît rapidement comme la condition réelle de viabilité de l'accumulation intérieure liée au fordisme. Son absence explique la crise des années 1930, sa présence explique la stabilité de la croissance des années 1950-1970. Elle explique aussi la forme particulière (stagflationniste) de la crise actuelle. Car à chaque mode d'accumulation, à chaque mode de régulation correspond une forme spécifique de crise (BOYER (1979)). C'est ce que révèlent les travaux qui se sont développés en France selon cette ligne et que nous allons maintenant présenter.

III - "L'AGE D'OR" DE L'APRES-GUERRE

Il ne saurait être question, dans cette brève intervention, de développer l'analyse de la régulation monopoliste de l'accumulation intensive. Nous nous contenterons dans cette section d'en présenter rapidement les principes, en les rapportant aux discussions sur la "tendance à la baisse du taux de profit". Puis, dans la section suivante, nous présenterons quelques données statistiques qui ont pu être construites et qui éclairent cette problématique.

1. Une périodisation de l'accumulation capitaliste

Les travaux menés tant sur l'exemple américain (AGLIETTA (1976)) que français (CEPREMAP (1977)) montrent qu'il est possible d'identifier plusieurs régimes d'accumulation assez distincts dans l'histoire du capitalisme. Sur l'exemple français (13) on peut distinguer les périodes suivantes :

* Une période d'accumulation à dominante extensive (1845-1914)

Dans cette période prédomine (inégalement selon les sous-périodes) la simple extension des capacités productives sans grand changement de la composition organique et de la productivité. Celle-ci croît sur la période au rythme moyen de 2 %, la croissance du pouvoir d'achat ouvrier étant de l'ordre de 1,5 %. La régulation (c'est-à-dire la succession des ajustements entre accumulation et besoin social dans les différentes branches) s'opère à travers le classique "cycle des affaires". Prix et pouvoir d'achat croissent dans les "boom" ; les "krachs" s'accompagnent d'une baisse générale des prix et des salaires qui n'annulent pas entièrement la hausse du pouvoir d'achat ouvrier.

* Un tournant : l'Entre-Deux-Guerres

Dans les années 20, le développement du taylorisme et des embryons de fordisme provoquent la première grande vague d'accumulation intensive. La productivité se développe au taux de 6 % l'an. Mais le pouvoir d'achat continue sur sa médiocre lancée. Ce ciseau, hautement favorable au taux de profit, via la hausse du taux d'exploitation que ne compense nullement la faible croissance de la composition du capital (PICAUD Y., POIDEVIN G. (1979)) provoque une crise de surproduction elle-même sans précédent : la crise des années 30. Il s'agit là plus que du "point bas" d'un cycle. Le développement de la "contre-tendance" (hausse du taux d'exploitation) déclenche une des "contradictions du développement de la loi" : *"Plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation"* (K, VI, 358). L'accumulation intensive ne peut plus se satisfaire de la régulation monopoliste.

* L'Après-Guerre

Après la Reconstruction (par nature à dominance extensive), la France va connaître une nouvelle poussée intensive qui va cette fois durer 20 ans (1954-1974), pendant lesquels la productivité va tripler, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais cette fois la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque exactement la hausse de la productivité. Cette hausse de la productivité concernant à peu près également les deux sections, la composition organique du capital restera à peu près inchangée, et le taux d'exploitation également.

Nous nuancerons ces résultats dans la prochaine section. Mais pour le moment, ils nous permettent une stylisation de "l'Age d'Or".

2. Un régime "idéal" d'accumulation intensive

Il est toujours possible d'écrire sur le papier des schémas de reproduction, intensifs ou pas, homothétiques ou non. B. BILLAUDOT (1976) et H. BERTRAND (1980) ont mis au point des systèmes d'équations, liant les évolutions des compositions techniques, de la productivité, des taux d'accumulation et des normes de consommation ouvrière dans les deux sections productives (biens de production, biens de consommation). Ces systèmes d'équations sont "bouclés" par l'hypothèse de pleine réalisation des produits, et donnent le taux de profit général correspondant.

Nous ne présenterons pas ces résultats complexes, nous contentant d'exposer un cas particulier de référence : celui précisément qu'a connu en gros la France d'Après-Guerre. Dans ce modèle "d'Age d'Or":

* Le taux de croissance de la composition technique globale CT (en supposant que cette expression ait un sens) et de la productivité de la section I, Π_I , sont les mêmes. "La contre-tendance" à la hausse de la composition technique inhibe la tendance à la hausse de la composition-valeur k .

* Le taux de croissance de la consommation ouvrière, d , et de la productivité dans la section II, Π_{II} , sont les mêmes. La "contre-tendance" à la baisse du taux de profit qu'aurait Π_{II} constituée la hausse du taux d'exploitation est certes inhibée, mais est inhibée du même coup la tendance à la crise de sous-consommation. Et, comme la composition organique du capital ne varie pas, le taux de profit général reste stable.

Nous l'avons déjà dit et nous le vérifierons : ces deux conditions furent approximativement respectées en France de la Reconstruction à la Crise. Or, rien n'assure a priori que les variables CT , Π_I , Π_{II} , d , aient la bonté d'évoluer de façon compatible dans le cadre d'un schéma de reproduction élargi souhaitable. Un régime d'accumulation ne se définit donc pas seulement par des schémas de reproduction, un système d'équations dont on constate la validité ex-post, mais par un ensemble de procédures à travers lesquelles s'ajustent les évolutions contradictoires des variables économiques. C'est cet ensemble que les économistes français dont nous avons parlé cherchent à cerner à travers la notion de "régulation" (à ne pas confondre avec le terme américain qui en français se traduit par "réglementation").

Schématiquement, le mode de régulation qui s'est consolidé après 1945 combine les formes institutionnelles suivantes :

- Un rapport salarial caractérisé par la contractualisation à moyen terme des salaires directs, l'extension du salaire indirect à travers des paiements de transferts, et des procédures légales d'indexation des hausses du salaire nominal sur celles des prix, et même, plus ou moins explicitement après 1968 sur celles de la productivité (BOYER (1979a)).

- Une centralisation du capital en groupes industriels et financiers capables de fixer leur prix d'offre par une procédure de "mark-up" de plus en plus rigide par rapport aux fluctuations conjoncturelles (BOYER et MISTRAL (1978)).

- L'extension de la monnaie de crédit, émise par le système bancaire en fonction des quantités de monnaies requises par les lois d'évolution du système des salaires et des prix nominaux évoqués ci-dessus (R.M. GELPI in CEPREMAP (1977) HAUSMANN et LIPIETZ (1980), LIPIETZ (1980b)).

- Un renforcement considérable du rôle de l'Etat, non pas tant (contrairement aux pronostics de J.M. Keynes) à travers les dépenses gouvernementales directes, qu'à travers la gestion du rapport salarial et de la monnaie (de BRUNHOFF (1971)).

C'est le fonctionnement de ce mode de régulation (que nous avons baptisé "monopoliste"), superposé à la généralisation du fordisme dans le procès de travail, qui a permis le respect à priori des deux règles du "schéma de l'Age d'Or" de l'accumulation intensive.

Certes, les deux règles sont assez dissemblables. La première, la stabilité du taux d'exploitation, semble se vérifier "ex-post" sur une assez longue période (BASLE, MAZIER, VIDAL (1981)). Cependant, au profil assez tourmenté qui traduisait, tout le long du XIX^e siècle et jusqu'à 1939, des ajustements ex-post scandés par les boom et les crises, a succédé depuis un ajustement régulier, et surtout anticipé par les firmes, de la hausse du pouvoir d'achat.

La seconde règle, la compensation de la hausse de la composition technique par la dévalorisation du capital constant, semble au contraire échapper à tout contrôle a priori. Toutefois, encore fallait-il que la dévalorisation du capital constant ne dissuade pas les firmes capitalistes de bouleverser leur propre processus de travail. Les nouvelles lois monopolistes de formation des prix nominaux par mark-up sur le coût du capital compté nominalelement comme *non-dévalorisé* sont venues lever cet obstacle : la dévalorisation générale du capital constant s'est diluée dans une baisse générale de la quantité de valeur représentée par la monnaie, sans que les firmes les plus dynamiques soient pénalisées (MAGALINE (1975)).

Malheureusement pour le capital, les rapports de valeurs n'en commencèrent pas moins à se modifier dans un sens défavorable à la rentabilité. C'est ce que nous allons examiner de plus près.

IV - LA CRISE LATENTE DE L'ACCUMULATION INTENSIVE

D'importantes études menées au sein de l'administration économique française (14) permettent de jeter un regard neuf sur les conditions du dérèglement du régime d'accumulation intensive, dérèglement qui, à travers différentes médiations, a conduit à la crise des années 70. Ces études portent principalement sur la France, mais la méthodologie en a été récemment étendue aux autres économies dominantes. Elles concluent toutes à la dégradation de la "profitabilité" dès la seconde moitié des années 60.

Nous disons "dégradation de la profitabilité" et non "baisse du taux de profit". Pourquoi ?

D'abord parce que, comme le disait HICKS, "la mesure du taux de profit n'est pas une tâche pour les estomacs sensibles". Le ratio à calculer est malaisé à définir. Quel numérateur ? Les profits nets des entreprises privées ? Ou l'ensemble des revenus représentant de la plus-value ? Ou un agrégat intermédiaire ? Lequel serait alors significatif ? La fiscalité des entreprises a par exemple été allégée en France après 68 pour enrayer la baisse de la profitabilité : cet expédient ne traduit aucun mouvement réel dans les conditions de

l'exploitation, et fausse les comparaisons tant chronologiques qu'internationales.

La difficulté est aussi grande au dénominateur (fonds propres ? capital brut ou net ? capital fixe et/ou capital circulant ?), mais il s'y en ajoute une autre. La dévalorisation du capital constant faisant intégralement partie de ce régime d'accumulation, comment évaluer le capital fixe ? A sa valeur actuelle ? A son coût d'acquisition ?

C'est la raison pour laquelle nous concentrerons notre attention sur l'évolution des deux variables fondamentales qui déterminent la *profitabilité* du capital, indépendamment du jeu introduit par la flexibilité du financement du capital et de la répartition de la plus value, c'est-à-dire : le taux d'exploitation et la composition organique. Les deux ratios comptables que nous utiliserons seront :

- la part du salaire dans la valeur ajoutée, elle-même fonction des gains de productivité et du pouvoir d'achat;

- l'"efficacité du capital", c'est-à-dire le rapport de la valeur ajoutée brute au capital fixe brut.

Il faut souligner la grande fragilité de ces indicateurs, construits à partir des données de la comptabilité nationale, et qui ne coïncide pas rigoureusement avec leur contrepartie conceptuelle dans la théorie marxiste. Avec les réserves d'usage dans toute tentative de vérification empirique, ils semblent néanmoins livrer les indications suivantes.

1. Taux d'exploitation : pas de "profit squeeze"

Pour simplifier, on ne fera pas de distinctions entre travail productif et improductif, car le salaire des employés improductifs et cadres salariés (qui représente de la plus value) pèse en fait sur l'accumulation du capital (15). Toutefois, la croissance de la part salariale sera corrigée de la salarisation croissante des ex-producteurs indépendants. Ensuite, on supposera que les gains de productivité (mesurés par la valeur ajoutée annuelle à prix constant, par tête) sont les mêmes dans les deux sections (16).

Dans les évaluations rassemblées par C. LAPIERRE-DONZEL (1981), on constate (voir tableau I), à l'intérieur d'une remarquable stabilité d'ensemble :

Tableau 1 :								
salaires corrigés/valeur ajoutée*		Grande-Bretagne	(1950)	(1955)	(1960)		(1970)	(1974)
(en %)			67.3	70.7	70.7		73.6	70.3
* Il n'a pas été possible de calculer cet indicateur pour le Japon en raison du nombre important de non-salariés et de leurs modalités de rémunérations différentes des autres pays. Toutefois, des estimations font apparaître une baisse importante de 1954 à 1970 et une remontée ensuite.	Etats-Unis			(1956)	(1960)	(1966)	(1970)	(1975)
				62.8	63.7	61.4	65.5	63.8
	Rfa	(1950)	(1955)	(1960)	(1965)	(1970)		(1975)
		64.8	58.9	58.4	59.4	58.5		61.1
	France			(1959)	(1964)	(1968)	(1973)	(1975)
				51.6	51.2	51.6	49.5	51.7

- la décroissance de la part salariale dans les années qui précède la Crise (70-73), en France, en Grande-Bretagne, aux USA ;

- une légère croissance en Allemagne.

Cependant, ces résultats n'éclairent pas les *causes* de la variation du poids des salaires. Dans la ligne de la section précédente, nous devons déterminer dans quelle mesure les évolutions tiennent à celles du pouvoir d'achat des salariés ou à celle de la productivité.

Les données du tableau II éclairent ce problème.

Tableau 2:

**accroissements du salaire réel
et de la productivité (cf. encart)
(en %)**

(en taux de croissance moyen annuel)

		(1950-55)	(1955-60)	(1960-70)	(1970-74)
Grande-Bretagne	(s/p)	3.0	2.3	3.1	1.2
	Π	2.0	2.3	2.6	2.4
			(1956-61)	(1961-66)	(1966-70)
Etats-Unis	(s/p)		2.9	2.4	2.5
	Π		2.3	3.6	0.9
		(1950-55)	(1955-60)	(1960-65)	(1965-70)
Rfa	(s/p)	5.5	4.8	5.5	4.9
	Π	7.2	5.2	5.0	5.3
		(1957-59)*	(1959-64)	(1964-68)	(1968-73)
France	(s/p)	2.4	5.6	4.5	4.9
	Π	4.1	6.1	4.8	5.4
		(1954-57)	(1957-64)	(1964-70)	(1970-73)
Japon	(s/p)	5.8	7.7	8.6	11.6
	Π	8.6	9.4	9.6	6.5
					(1973-75)
					4.2
					1.8
					5.6
					0.5

(*) Ancienne base de comptabilité nationale.

- En Grande-Bretagne et aux USA, on observe un ralentissement de la hausse du salaire réel, encore plus net que le ralentissement de la productivité. Ce dernier intervient dès 1966 aux USA, provoquant, à taux de croissance du salaire réel constant, une dégradation du taux d'exploitation de 1966 à 1970.

- En France, la productivité croît toujours légèrement plus rapidement que le salaire réel, qui croît à un rythme très stable.

- En Allemagne de 1970 à 1974, comme aux USA en 1966-1970, c'est au ralentissement des gains de productivité qu'il faut imputer la baisse du taux d'exploitation, et non à une accélération de la hausse des salaires réels.

- Au Japon seulement, on constate simultanément après 70 une accélération des hausses du salaire réel et un ralentissement de la productivité.

De l'ensemble de cette analyse, il ressort que l'hypothèse du "profit squeeze" est démentie par les faits. Elle l'est absolument en France, aux USA et en Grande Bretagne. Elle l'est aussi en Allemagne si par "profit squeeze" on entend une hausse "anormale" du salaire réel qui viendrait rompre l'équilibre du schéma d'accumulation. En fait, l'origine de la baisse du taux d'exploitation est à rechercher dans le ralentissement des gains de productivité, certes liée à la lutte des classes, mais à la lutte des classes dans la production (absentéisme, microconflictualité) et non dans la répartition.

Il n'y a qu'au Japon que cette thèse pourrait être défendue, y compris sans doute dans la version qu'en donne M. ITOH (1980), selon laquelle la hausse "anormale" du salaire réel résulterait d'une "suraccumulation absolue du capital", qui ne trouverait plus suffisamment de force de travail à exploiter (17).

Mais en aucun cas la théorie du "profit squeeze" ne saurait constituer une explication globale de la crise présente. Pas plus d'ailleurs que son "adversaire", la thèse de la sous-consommation. Certes, après l'ouverture de la crise, les politiques "d'austérité", en cherchant à diminuer le pouvoir d'achat des salariés, peuvent provoquer une crise de réalisation, qui n'est nullement incompatible avec une hausse "ex-post" de la part des salaires dans la valeur ajoutée réalisée, due à l'effondrement des profits. C'est particulièrement clair en France dans le cas de l'industrie automobile et du bâtiment (CEPREMAP (1980)). Mais, avant l'ouverture de la crise, on n'observe pas, contrairement aux années 1920, un grave "ciseau" entre production et pouvoir d'achat populaire (18).

2. La hausse de la composition organique : générale dès les années 60

Tournons-nous à présent vers l'autre déterminant de la profitabilité : la composition organique. Les travaux dont nous parlons nous permettent de la saisir à partir d'un indicateur assez grossier : "l'efficacité du capital fixe", Q/K , Q et K représentant la valeur ajoutée et le capital fixe bruts en volume. Ces volumes étant calculés à partir de grandeurs nominales déflatées par des indices de prix, le rapport Q/K n'est pas très loin, si on fait encore une fois l'hypothèse d'uniformité des gains de productivité, et si on fait abstraction du capital constant, de l'inverse de la composition organique. On peut d'ailleurs, parallèlement à la décomposition de celle-ci en composition technique et productivité apparente, décomposer cet indicateur en écrivant :

$$Q/K = Q/N \cdot (K/N)^{-1}$$

(N étant le nombre de producteurs).

a) Le cas français : histoire d'un "fait économique"

Avant de présenter des comparaisons internationales plus récentes, nous ne pouvons résister au plaisir de résumer les débats qui suivirent la découverte, par une Division de l'Institut National de la Statistique, d'un "fait" : la baisse globale de " Q/K " à partir de 1964 (INSEE (1974)). Cette découverte semblait donner raison aux tenants du marxisme le plus traditionnel. Elle suscita donc une violente polémique qui amena à reconstruire le "fait".

Tout d'abord, certains firent observer que cette baisse très globale pouvait ne résulter que d'une modification de la pondération entre les branches (LIPIETZ (1976)). De fait, s'il est vrai qu'à s'en tenir aux entreprises non agricoles la baisse par rapport à 1964 n'est que de -7% de 1964 à 1971 pour atteindre -30% en 1974 (19), dans les industries typiquement "fordistes" (mécanique, électromécanique, automobile, etc.) la baisse ne commence qu'en 1969 et n'atteint que -6% en 1973 (AZOUVI (1979)) : pas de quoi provoquer une crise !

Chose encore plus fâcheuse : la réévaluation générale des séries de capital liée à la mise en place de la Nouvelle Base (dite 71, par opposition à l'Ancienne Base (dite 62)) fait disparaître purement et simplement cette baisse pour la plupart des industries jusqu'à 1973 (DELESTRE (1979)) !

Il est vrai qu'à cette époque (1973) la France est dans une période de "surchauffe", utilisant au maximum les capacités de production. Cependant, cet argument, qui amène à remplacer la mesure de Q par une évaluation Q^* "à pleine utilisation des capacités productives" (BILLAUDOT (1979)), n'est pas la réponse principale que choisirent les défenseurs de la "hausse de la composition organique". S'intéressant plus particulièrement aux formes d'exploitation de la main d'oeuvre dans le procès du travail, ils soulignèrent plutôt que l'évaluation de la composition technique par K/N sous-estimait l'alourdissement "réel", du fait de la montée du travail en équipe (BILLAUDOT (1976), (1979) ; BERTRAND (1976)).

De 1957 à 1974, le pourcentage des ouvriers travaillant en équipe est passé :

- de 28 à 77 % dans la production des métaux,
- de 8 à 39 % dans la construction de machines,
- de 34 à 50 % dans l'industrie textile,
- de 14 à 31 % dans l'ensemble des industries de transformation.

En 1974, 61 % du travail posté se fait en deux équipes, 27 % en trois équipes, 13 % en quatre et plus.

Cette profonde mutation dans l'emploi du capital fixe masque donc l'augmentation réelle de la composition technique du capital. Ainsi, de 1957 à 1963, la croissance du stock de capital fixe (en volume) a été 5,5 % l'an, mais elle aurait dû être de 9,7 % sans la généralisation du travail en équipe : la "productivité apparente (vraiment très apparente !) du capital fixe" aurait diminué dès cette époque ! Le ralentissement annuel de la baisse de l'efficacité du capital, dû à cette généralisation, qui est de -4% de 1957 à 1963, n'est plus que de -0,6% de 1963 à 1970, et de -1,2% de 1970 à 1974. Car, si le travail en équipe se généralise par vagues, ses effets positifs (pour la composition organique et le taux de rendement du capital) sont acquis une fois pour toutes : de toutes façons, même pour les machines, les journées n'ont que vingt-quatre heures ! De même, les gains de productivité, quand ils ne sont en fait que des gains d'intensité des cadences, sont eux aussi acquis une fois pour toutes.

L'intérêt de ce type d'analyse est qu'il illustre de manière simple "l'épuisement" des effets bénéfiques (pour le capital) des nouvelles formes d'organisation du travail.

Or, même dans la base 70, la croissance de la "productivité apparente du capital", c'est-à-dire, nous venons de la voir, un indice de la composition organique qui intègre l'économie de capital constant dû à la généralisation du travail en équipe, se développe irrésistiblement à partir de 1973, c'est-à-dire dans la crise. Certes, elle est d'abord surestimée par la stagnation de la production. Mais si l'on compare 1977 à 1972, deux années d'utilisation équivalente des équipements installés, on trouve une baisse générale et importante du rapport Q/K (voit tableau III).

TABLEAU III

EFFICACITE DU CAPITAL (Q/K) 77/72

	Non agricole	Ensemble Industrie	Industrie Intermédiaire	Industrie d'Equipement	Consommation courante
A prix constant	- 8,1%	- 7,1%	- 9,6%	- 7,4%	- 7,4%
A prix courant	- 9,5%	- 7,3%	+ 3,8%	-16,9%	-16,9%

SOURCE : DELESTRE (1975).

Encore avons-nous supposé jusqu'ici que Q/K représentait correctement la composition valeur du capital, c'est-à-dire que les gains de productivité étaient les mêmes dans les deux sections. Or il n'en est rien. Grâce à un travail de pionnier, supposant un certain nombre d'hypothèses simplificatrices, H. BERTRAND (1978) a été capable de constituer des séries de 1950-1974 par sections productives au sens marxiste du terme. Il apparaît des différences considérables dans la dynamique des deux sections (tableau IV) :

TABLEAU IV

L'ANALYSE EN SECTIONS PRODUCTIVES

	1954	1967	1974
Effectifs de S_1	95	135	155
Effectifs de S_2	100	95	95
Valeur ajoutée S_1 à prix constant	105	310	460
Valeur ajoutée S_2 à prix constant	120	240	320
Composition travail S_1	20	21	22
Composition travail S_2	15	21	24

SOURCE : BERTRAND (1979) - Base 100 en 1950 pour les effectifs et la valeur ajoutée, % pour la composition travail. La "composition travail" est définie note 20.

- La production de la section I croît légèrement plus vite que celle de la section II (cette croissance plus rapide reflétant à la fois le taux d'accumulation et la hausse de la composition organique générale).

- Mais, alors que les effectifs stagnent dans la section II, ils augmentent de plus de 50% dans la section I.

- Cela reflète la lenteur relative du bouleversement du procès du travail dans la section I. En fait, c'est la section II qui est massivement touchée par la mécanisation : la "composition-travail du produit" (20) y dépasse celle de la section I en 1967.

L'effet de cette productivité plus faiblement croissante dans la section I est une hausse de la composition organique plus rapide que ne l'indique l'évolution du "rapport de volumes" Q/K. Combinée avec d'autres mécanismes d'évolution des prix relatifs, elle se reflète dans l'évaluation de Q/K à *prix courant* (voir tableau III), qui en Nouvelle Base fléchit d'environ 10 % de 1972 à 1977 pour l'ensemble de l'industrie, mais de 20 % pour les industries fordistes, seules les industries intermédiaires profitant du mouvement relatif des prix (sans doute à cause de la hausse des prix pétroliers).

Ainsi, en France, la hausse de la composition organique du capital, succédant à sa baisse dans les années 1950-1964, apparaît décisive dans les années 70, même si elle est faible voire douteuse dans la seconde moitié des années 60. Que donnent les comparaisons internationales ?

b) Un "profil en U" général

Les chiffres rassemblés par F. CELLIER (1980) montre que le phénomène de baisse de Q/K est beaucoup plus net dans des pays plus développés que la France (voir tableau V). Elle commence dès le début des années 60 au Japon, dès 1955 en RFA, dès 1950 en Grande Bretagne, et se confirme en 1965 après avoir fluctué aux USA. Nous les donnons au tableau V, en distinguant l'effet "composition technique" de l'effet "productivité" (on obtient le taux de variable de Q/K en retranchant celui de K/N de celui de Q/N).

TABEAU V

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE LA COMPOSITION

TECHNIQUE ET DE LA PRODUCTIVITE (INDUSTRIE).

	K/N					Q/N				
	50-55	55-60	60-65	65-70	70-75	50-55	55-60	60-65	65-70	70-75
Japon		5.7	11.0	10.9	11.2 9.9(c)		12.5(b)	7.8	13.1	3.5 5.4(c)
Rfa	1.8	6.1	8.0	5.9	7.6 7.5(c)	8.5	5.4	5.4	5.4	3.2 3.3(c)
France										
A base	3.2	3.5	5.7			5.1	5.6	5.1		
N base			4.1	4.9	5.0 4.8(c)			6.1	7.0	3.1 4.9(c)
Royaume-Uni	2.3	3.8	3.7	4.3	4.6(d) 5.0(c)	2.2	2.4	2.9	3.2	3.4(d) 5.5(c)
Etats-Unis		5.0(b)	2.0	3.6	4.3 1.8(c)		2.1(b)	4.5	1.0	-0.6 2.6(c)
(a) 1951-1955	(b) 1956-1960		(c) 1970-1973		(d) 1970-1974					

Il semble donc qu'existe une sorte de loi : un nouveau mode d'organisation du travail (en l'occurrence le fordisme), après avoir engendré plus de gains de productivité que d'augmentation de la composition technique du capital, finit par devenir "coûteux". Nous avons vu une raison très simple : l'effacement des hausses de la composition technique par la généralisation du travail posté finit bien par épuiser ses effets (quant tout ce qui est socialement acceptable est "posté").

B. BILLAUDOT (1979), (1980) suggère une raison plus générale : on peut supposer que le "nouveau" mode d'organisation du travail, par ses économies de capital constant et ses gains de productivité, exige globalement une composition-valeur du capital inférieur à l'ancien, mais que lui-même s'alourdit en s'approfondissant. C'est ce que confirme l'étude citée de BERTRAND (voir note 20) qui montre que la "composition-travail", équivalent à la composition organique "marginale" (celle des nouveaux équipements), n'a cessé de croître depuis 1950. Dès lors, par effet de génération, la composition organique moyenne suit une courbe en U (21).

Un tel type d'analyse expliquerait l'alternance de périodes "heureuses" où s'améliore la profitabilité globale du capital, et de périodes où elle se trouve de plus en plus compromise : ébauche de théorie des cycles longs fondée sur les mutations dans l'organisation du travail.

*

*

*

V - QUELQUES PISTES DE TRAVAIL EN GUISE DE CONCLUSION

Si l'on en croit les indicateurs, et avec les précautions d'usage, nous pouvons tirer la conclusion suivante.

La fin des années 60, dans tous les grands pays industriels, est marquée par un épuisement des contretendances à la baisse du taux de profit :

- * la productivité dans la section II ralentit, entraînant dans certains pays une hausse de la valeur de la force de travail
- * la productivité "apparente" du capital diminue partout, ce qui se traduit par une hausse de la composition organique.

Ces deux facteurs engendrent une baisse de la profitabilité du capital, ce que K. Marx appelle "suraccumulation relative" : le *nouveau* capital engagé produit de moins en moins de plus-value.

Reste à comprendre comment l'aggravation tendancielle de cette situation latente a pu déclencher une crise manifeste (22). Il est actuellement impossible de donner à cette question une réponse pleinement satisfaisante et développée. En effet, il faudrait être capable de passer du niveau "interne" des rapports des valeurs au niveau "développé", "exotérique", du mouvement des prix, des revenus, des mobiles, des anticipations et des comportements (HAUSMANN, LIPIETZ (1980)). Nous pouvons cependant avancer quelques suggestions.

Tout d'abord, il n'y a pas d'objection de principe à ce qu'une tendance continue engendre une brutale modification de régime. La Théorie des Catastrophes, bien qu'elle ne soit encore utilisée que de manière métaphorique, permettra peut-être un jour un traitement plus rigoureux de ce genre de problème : elle permet par exemple de conceptualiser l'idée qu'en deça d'un certain niveau de profits anticipés, les "esprits animaux" des capitalistes ne se mobilisent plus pour investir (HARRIS (1979)). Il reste cependant à préciser les *médiations* à travers lesquelles la baisse de la "profitabilité" pèse sur le comportement des capitalistes. Rappelons que, du fait de la possibilité de fixer un prix d'offre par mark-up sur les dépenses comptables, cette baisse de la profitabilité ne se manifeste pas nécessairement au niveau du taux de profit nominal. En revanche, elle se traduit par une hausse de la part des amortissements dans le cash-flow et du prix relatif des investissements (AGLIETTA (1976), CEPII (1980)).

L'accumulation devient donc de plus en plus difficile ; elle peut en outre devenir de moins en moins souhaitable, faute de débouchés anticipés.

En effet, patronats et gouvernements ont tendance à rétablir la capacité d'autofinancement des entreprises en pesant sur le salaire réel, d'autant plus que la hausse du prix du pétrole à partir de 1973, qui n'est ni plus ni moins qu'une hausse de la part de la rente à l'intérieur de la plus-value mondiale (LIPIETZ (1974)), avive les tensions sur le partage de la valeur ajoutée. Ce fut explicitement la politique de R. BARRE, de 1977 à 1981. La "ponction" envisagée sur le pouvoir d'achat des ménages était de l'ordre de grandeur de la totalité de leurs achats à l'industrie automobile ! Ainsi, de manière bien différente des années 30, la baisse de la profitabilité peut déboucher sur une crise de sous-consommation qui se transforme aussitôt en crise des investissements.

Dans tous les cas, le jeu de la tendance et des contretendances aura développé les fameuses "contradictions dans le développement interne de la loi" du chapitre 15 du livre III du Capital. Plutôt que de chercher à identifier, talmudiquement, toute situation de crise à telle configuration canonique de ces contradictions, il s'agit d'étudier, dans chaque situation de crise concrète, comment le développement interne de la loi a fini par rompre le régime stable d'accumulation qui l'a précédé.

NOTES

- 1) Voir en particulier, outre les auteurs évoqués dans le cours de l'article : BODY et CROTTY (1975), GLYN et SUTCLIFFE (1972), OLIN WRIGHT (1977).
- 2) La forme crise est liée au caractère *marchand* de l'économie plus qu'à son caractère spécifiquement capitaliste (voir *Le Capital*, livre I, chapitre III ; *Théorie sur la plus-value*, tome II, p. 597). Toutefois, Marx précise que les formes marchandes n'impliquent que la "*possibilité formelle*" des crises.
- 3) Nous reprenons ici l'argumentation de LIPIETZ (1979a).
- 4) La notation Harvard étant inappropriée pour les textes classiques, nous noterons K, les références au *Capital*, TPL les références aux *Théories sur la Plus-Value* (suivies par le numéro du tome et de la page).
- 5) Pour un rappel des deux lemmes utilisés, voir LIPIETZ (1980a).
- 6) MARX (1971), p. 248. Voir également le "Chapitre sur l'automation" des *Grundrisse*.
- 7) En réalité, l'expression de cette tendance est plus complexe, quand on prend en compte le caractère "fixe" des machines. Il faut introduire les temps de rotation des différentes fractions du capital fixe et du capital circulant. Soit t la moyenne pondérée de ces différentes fractions. t mesure autant que k l'alourdissement de la composition du capital, et figure au dénominateur du "taux de profit en valeur" (voir LIPIETZ (1979a)). Son allongement éventuel contribue ainsi à la baisse du taux de profit.
- 8) Le livre de J. ATTALI (1981) reprend toutefois en un chapitre l'argumentation de VAN PARIJS (1980).
- 9) Pour le détail des démonstrations de cette section, voir LIPIETZ (1980).
- 10) Comme l'avait déjà souligné K. MARX dans *Salaires, prix et profits*.
- 11) Voir en particulier H. FORD (1930), et les réponses des entrepreneurs japonais sur leur politique de robotisation (*L'Expansion*, n° 170, mai 1981).
- 12) Il y a là un point méthodologique important qui ne peut être discuté ici. Les tendances d'un mode de production, résultant de la structure des rapports de classe, ne peuvent être déduites du "comportement rationnel" des individus privés, car ce sont les structures de classes qui fixent les règles du jeu et les "objectifs" des agents. D'où l'incongruité d'un "marxisme néo-classique" défendu par VAN PARIJS (1981).
- 13) Il se trouve que les cas français et américains sont moins dissemblables qu'on ne l'aurait cru, du moins depuis 1914. Le cas anglais est en revanche assez différent. Voir BASLE, MAZIER, VIDAL (1981).
- 14) L'intérêt de l'administration économique pour ce type de problème, et la "sensibilité marxiste" qui s'y manifeste, est due aux conditions de la reconstruction de l'appareil économique après la Résistance. Voir FOURQUET (1981). Il faut souligner que les études statistiques dont nous allons parler n'étaient pas toutes directement d'inspiration marxistes, mais s'inscrivent dans le champ des préoccupations lié à la rentabilité du capital.

- 15) Voir néanmoins les tentatives d'évaluation de DELAUNAY (1980).
- 16) En réalité, la productivité apparente du travail croît nettement plus vite dans la section II que dans la section I (BERTRAND (1979)).
- 17) La "suraccumulation absolue du Capital" est une hypothèse d'école avancée par Marx (*Capital*, livre III, chapitre 15) pour introduire la thèse de la "suraccumulation relative". Il est possible que le Japon ait épuisé vers 1970 son "armée de réserve industrielle". Toutefois, il faudrait établir une relation entre hausse du salaire réel et "rareté" de la main d'oeuvre. Les travaux économétriques de R. BOYER dans le cadre de l'étude CEPREMAP (1977) montrent en fait que le salaire réel est tout au plus corrélé à la rapidité de l'accumulation, et non à l'importance du volant de main d'oeuvre. En outre, cette corrélation tend à s'effacer dans la régulation monopoliste, et disparaît à la baisse. D'où les "divagations" des courbes de Philipps en période de crise, le salaire réel ne baissant pas malgré le chômage. En tout état de cause, le chômage a crû en France pendant toute la période de croissance intensive.
- 18) Selon les évaluations CEPREMAP (1977), la productivité par tête dans l'industrie croît de 5,8% par an dans les années 20 et le salaire réel hebdomadaire par tête croît de 2,2%. Selon d'autres évaluations sur base annuelles (PICAUD, POITEVIN (1979)), les taux sont respectivement + 4,8% et - 2%.
- 19) En France, le point haut du boom est le mois d'août 1974, et la récession n'est vraiment sensible qu'en 1975. A partir de ce moment, les variations de Q/K reflètent essentiellement les variations conjoncturelles de Q .
- 20) La "composition-travail" est le rapport des quantités de travail vivant directement incorporé dans les deux sections aux quantités de travail vivant incorporé au même moment dans les deux sous-sections correspondantes de la section I, le tout corrigé de l'accumulation nette. Un théorème connu portant sur les schémas marxistes de reproduction montre que cette quantité est égale à $C/V + PL$ à norme de production constante. Cette quantité diffère de K/Q notamment en ce qu'elle prend en compte le capital constant consommé dans l'année, et non le capital fixe avancé. Surtout, elle désigne la composition-valeur des nouvelles installations, et non du stock moyen. Ce qui est remarquable, c'est qu'elle est d'emblée croissante, contrairement à K/Q . Nous verrons plus loin l'importance de ce point.
- 21) Par une méthode de calcul directe sur les séries d'investissements et de déclassement, B. BILLAUDOT (1980) a évalué l'évolution du coefficient du capital à la marge, après correction d'utilisation conjoncturelle des équipements. On constate que, de 1976 à 1973, alors que le coefficient moyen augmente lentement comme on l'a vu, le coefficient marginal passe de 1,5 à 2,5. Le rapport entre intensité capitaliste (K/L) marginale et intensité moyenne est dans toutes les branches supérieur à 1,5, proche ou supérieur à 3 dans des branches aussi diverses que : matériaux de construction, mines et sidérurgie, textile et habillement, presse, industries alimentaires.
- 22) En fait, la crise "stagflationniste" des années 70 est moins "manifeste" que celle des années 30, caractérisée par un effondrement simultané de la production et des prix. C'est que la régulation monopoliste, en garantissant une importante demande de la part des salariés, enrave le mécanisme de la "spirale dépressive". En revanche, le mécanisme de formation des prix correspondants creuse l'écart entre les revenus distribués et les productions réalisées : d'où la forme inflationniste de la dépression (CEPREMAP (1977)).

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA M. (1976)

Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris.

ALTHUSSER L., BALIBAR E. (1965)

Lire Le Capital, Maspéro, Paris.

ATTALI J. (1981)

Les Trois Mondes, Fayard, Paris.

AZOUVI A. (1977)

"Caractéristiques d'entreprise, structures d'emploi et de salaire", Economie et Statistiques, n° 92, septembre.

AZOUVI A. (1979)

"Les industries d'équipement", Collections de l'INSEE, E. 58, Paris.

BASLE M., MAZIER J., VIDAL J.F. (1981)

La dynamique de la croissance en longue période. Eléments de comparaisons internationales, Rapport GRESP/DGRST, mimeo, Rennes.

BERTRAND H. (1976)

"Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1976", Statistiques et Etudes Financières, Série Orange, n° 25.

BERTRAND H. (1978)

"La croissance française analysée en sections productives", Statistiques et Etudes Financières, Série Orange, n° 35, Paris.

BETTELHEIM C. (1970)

Calcul Economique et Formes de Propriété, Maspéro, Paris.

BILLAUDOT B. (1976)

L'accumulation intensive, Paris I Université, Thèse.

BILLAUDOT B. (1979)

"Ensemble de l'industrie" in "Emploi, qualification et croissance dans l'industrie. 4", Collections de l'INSEE, E. 58, Paris.

BILLAUDOT B. (1980)

"Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie française : rétrospectives 1959-1974", Economie et Statistiques, n° 127, novembre.

BODY R., CROTTY J. (1975)

"ClassConflict and Macro-Policy : The Political Business Cycle", Review of Radical Political Economics, 7, 1, Spring.

BOYER R. (1979a)

"Wage Formation in Historical Perspective : The French Experience", Cambridge Journal of Economics, December.

BOYER R. (1979b)

"La crise actuelle : une mise en perspective historique", Critiques de l'Economie Politique, n° 718, Maspéro, Paris.

BOYER R., MISTRAL J. (1978)

Accumulation, inflation et Crise, P. U. F., Paris.

CELLIER F. (1980)

"Formation de l'offre : Comparaison internationale et sectorielle", Statistiques et Etudes Financières, Série Orange, n° 44, Paris.

C.E.P.I.I. (1980)

"Etats-Unis : croissance, crise et changement technique dans une économie tertiaire", Economie Prospective Internationale, n° 2, La Documentation Française, Paris.

C.E.P.R.E.M.A.P. (1977)

Approches de l'inflation : l'exemple français, rapport au CORDES par Benassy J.P., Boyer R., Gelpi R.M., Lipietz A., Mistral J., Munoz J., Ominami C., Paris, mimeo.

C.E.P.R.E.M.A.P. (1980)

Redéploiement industriel et espace économique, rapport à la DATAR par Lafont J., Leborgne D., Lipietz A., Paris, mimeo.

CORIAT B. (1979)

L'atelier et le chronomètre, Paris, Bourgeois.

DELAUNAY J.C. (1980)

"L'évolution du taux de plus-value en France", intervention au colloque Actualité du Marxisme, Lille, avril.

DELESTRE H. (1979)

"Les facteurs de production dans la crise", Les Collections de l'INSEE, E.67, Paris.

FORD H. (1930)

Le progrès, Payot, Paris.

FOURQUET M. (1980)

Les comptes de la puissance, Encres, Paris.

FREYSSINET M. (1977)

La division capitaliste du travail, Savelli, Paris.

GLYN A., SUTCLIFFE B. (1972)

British Capitalism, Workers and the Profit Squeeze, London.

GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B. (1979)

Croissance et crise, Paris, Maspéro.

HARRIS L. (1979)

"Catastrophe Theory, utility theory and animal spirit expectations", Australian Economic Papers, n° 33, December.

HAUSMANN R., LIPIETZ A. (1980)

Exoteric vs. Esoteric Economic Laws : the forgotten dialectics, CEPREMAP n° 8021, mimeo, Paris.

I.N.S.E.E. (1974)

"Fresque Historique du Système Productif", Les Collections de l'INSEE, E. 27, Paris.

TILOH M. (1980)

Value and Crisis, Pluto Press, London.

LAPIERRE-DONZEL C. (1980)

"Le partage des revenus, la formation du profit : comparaison entre les cinq grandes économies", Statistiques et Etudes Financières, Série Orange, n° 44, Paris.

LIPIETZ A. (1974)

Le Tribut Foncier Urbain, Maspéro, Paris.

LIPIETZ A. (1976)

"Colloque de Vaucresson : Rapport de la Commission. Mise en œuvre des facteurs de production", Recherches Economiques et Sociales, n°1, La Documentation Française, Paris.

LIPIETZ A. (1979a)

Crise et inflation : pourquoi ? Paris, Maspéro.

LIPIETZ A. (1979b)

Nouvelle solution au problème de la transformation : le cas du capital fixe et de la rente, Recherches Economiques de Louvain, vol. 45, décembre.

LIPIETZ A. (1980a)

Conflits de répartition et changement technique dans la théorie marxiste, Economie Appliquée, Paris-Genève, décembre.

LIPIETZ A. (1980b)

La vraie monnaie doit-elle être une vraie marchandise ? Interventions Critiques en Economie Politique, Montréal, Spring-Summer.

LIPIETZ A. (1981)

The "So-Called Transformation Problem" revisited, Journal of Economic Theory, n° 3, décembre.

MAGALINE A.D. (1978)

Lutte des classes et dévalorisation du capital, Maspéro, Paris.

MARX K. K

Le Capital, livre I : Garnier-Flammarion, livres II et III : Editions Sociales, Paris.

MARX K. TPV

Théories sur la Plus-Value, Editions Sociales, Paris.

MARX K. (1971)

Un chapitre inédit du Capital, U. G. E., Paris.

OKISHIO N. (1961)

"Technical Change and the Rate of Profit", Kobe Univ. Econ. Review, n° 7.

OLIN WRIGHT E. (1977)

"Alternative Perspective in Marxist Theory of Accumulation and Crisis", in Schwartz ed. The Subtle Anatomy of Capitalism, Goodyear, Santa Monica.